

MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET

-----  
DIRECTION GÉNÉRALE  
DU BUDGET ET DES FINANCES  
-----



REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Union – Discipline – Travail



**SEMINAIRE BILAN 2024 ET PERSPECTIVES 2025  
DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET  
ET DES FINANCES**

**THEME :**

**«Bilan de l'exercice budgétaire 2024 et perspectives  
2025»**

**YAMOOUSSOUKRO**

**14 et 15 FEVRIER 2025**



**RAPPORT FINAL**

Les vendredi 14 et samedi 15 février 2025, s'est tenu à l'Hôtel Président de Yamoussoukro, le séminaire bilan 2024 et perspectives 2025 de la Direction Générale du Budget et des Finances, autour du thème « **Bilan de l'exercice budgétaire 2024 et perspectives 2025** ».

Ce séminaire, placé sous la présidence de Monsieur **Adama COULIBALY**, Ministre des Finances et du Budget, a réuni autour du Directeur Général du Budget et des Finances, les Directeurs Généraux Adjoints, l'Inspecteur Auditeur Général, les Directeurs d'administration centrale, les Inspecteurs Auditeurs, les Directeurs Régionaux, les Conseillers Techniques du Directeur Général et les Sous-directeurs de la Direction Générale du Budget et des Finances. Le séminaire a également enregistré la participation du Directeur des Affaires Financières du Ministère des Finances et du Budget.

Il a enregistré, lors de la cérémonie d'ouverture, la présence de Monsieur **Gando COULIBALY**, Préfet de Région, Préfet du Département de Yamoussoukro et de Monsieur **ADRO Zemini Vianey**, 2<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, Représentant le Maire de la Commune de Yamoussoukro.

Le présent rapport rend compte des travaux et des conclusions du séminaire.

Il s'articule comme suit :

- cérémonie d'ouverture ;
- communications ;
- recommandations ;
- cérémonie de clôture.

## I. CEREMONIE D'OUVERTURE

Au cours de la cérémonie d'ouverture, trois (03) allocutions ont été prononcées.

La première a été dite par Monsieur **ADRO Zemini Vianey**, 2<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, représentant le Maire de la Commune de Yamoussoukro. Dans son intervention, il a d'abord souhaité la cordiale bienvenue à Monsieur le Ministre des Finances et du Budget et à sa délégation, au Directeur Général du Budget et des Finances et à ses collaborateurs. Il a ensuite exprimé la gratitude de la municipalité et de la population de Yamoussoukro pour le choix régulièrement porté sur leur cité pour abriter le séminaire annuel de la Direction Générale du budget et des Finances (DGBF). Puis, il a relevé l'importance du présent séminaire qui se tient dans un contexte particulier, en vue de faire le point des activités de l'année 2024 et envisager les perspectives pour la gestion budgétaire 2025. Il a par ailleurs salué les nombreux efforts du Ministère des Finances et du Budget qui visent à assurer une gestion beaucoup plus transparente et efficace des finances publiques. Enfin, il a souhaité un bon séjour à tous les séminaristes et de fructueux travaux.

La deuxième intervention a été celle de Monsieur **TRAORE Seydou**, Directeur Général du Budget et des Finances. Dans son allocution, il a traduit sa gratitude à Monsieur le Ministre des Finances et du Budget pour ses orientations éclairées, sa constante sollicitude, l'autorisation accordée pour la tenue du présent séminaire ainsi que sa présence effective. Il a également adressé ses remerciements aux autorités politiques et administratives du District Autonome de Yamoussoukro pour leur présence effective à la cérémonie d'ouverture.

Il a ensuite adressé ses sincères félicitations à l'ensemble de ses collaborateurs pour l'engagement et l'abnégation au travail durant l'année 2024.

Il a en outre situé les enjeux du présent séminaire qui vise à faire le point des activités de l'année 2024 et à définir les grandes orientations au titre de l'exercice 2025, dans un souci de recherche de la performance dans la gestion budgétaire, en vue de participer pleinement à la réalisation du Plan d'Actions Stratégique (PAS) du Ministère des Finances et du Budget.

Il s'agira en effet, de faire le bilan de la mise en œuvre du PAS 2024 et du Programme d'Activités (PA) 2024 de la DGBF, d'identifier les difficultés

rencontrées dans la réalisation des activités au cours de l'exercice 2024, de proposer des mesures correctrices, de définir les orientations pour l'exercice 2025 et enfin de valider le PAS et le PA de l'année 2025.

En outre, le Directeur Général du Budget et des Finances a rappelé les bonnes performances de la DGBF dans la réalisation des objectifs qui lui ont été assignés en 2024 à travers le PAS. Il s'agit notamment de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire, de l'élaboration et de l'exécution du budget en mode budget-programmes dans de bonnes conditions à travers le Système Intégré de Gestion des Opérations Budgétaires de l'Etat (SIGOBE). Il s'agit aussi de l'élaboration satisfaisante des rapports annuels de performance des Ministères au titre de l'exercice 2023, ainsi que de la bonne évolution du taux moyen global d'atteinte des cibles, dénotant d'une appropriation continue de l'orthodoxie du budget-programmes par les Ministères. Les performances de la DGBF portent également sur le respect en 2024 de l'objectif du déficit budgétaire de 4% conclu dans le cadre du programme économique et financier, ainsi que l'élaboration dans les délais constitutionnels, du budget 2025 qui est exécutable depuis le 02 janvier 2025.

Enfin, le Directeur Général du Budget et des Finances a invité les participants à des échanges fructueux devant aboutir à des recommandations fortes qui engageront l'ensemble des agents de la DGBF en vue de garantir l'atteinte des objectifs pour l'année 2025.

La troisième et dernière allocution a été prononcée par Monsieur **Adama COULIBALY**, Ministre des Finances et du Budget. Il a exprimé ses vifs remerciements aux autorités politiques et administratives du District Autonome de Yamoussoukro pour leur accueil chaleureux et adressé ses sincères félicitations à Monsieur **TRAORE Seydou**, Directeur Général du Budget et des Finances et son équipe pour l'organisation de ce séminaire.

Il a, en outre, marqué sa satisfaction au regard des avancées enregistrées dans la conduite des opérations budgétaires, au cours de l'exercice 2024. En effet, il a relevé les efforts déployés pour le respect des délais légaux et réglementaires qu'impose la conduite des opérations budgétaires, le développement d'applicatifs indispensables à un suivi plus affiné de l'exécution budgétaire et l'extension

réussie du SIGOBE aux Représentations diplomatiques et consulaires, et aux Etablissements Publics Nationaux (EPN).

Il a, à cet effet, félicité le Directeur Général du Budget et des Finances et l'ensemble de ses collaborateurs, pour leur expertise, le dynamisme, le professionnalisme, la résilience et la proactivité dont ils ont toujours su faire preuve, à l'effet de permettre à l'Etat d'exercer avec efficacité ses charges régaliennes. Il a également souligné la qualité managériale du Directeur Général du Budget et des Finances qui ne ménage aucun effort pour offrir les meilleures conditions de travail à ses agents notamment avec la finalisation du bâtiment annexe de la cité financière, tout en témoignant de la compétence avérée de ces derniers.

Poursuivant son intervention, Monsieur le Ministre a mentionné le contexte particulier de l'exécution du budget 2025 avec la poursuite de la consolidation budgétaire, traduite par la réduction du déficit budgétaire de 4% du PIB en 2024 à 3% du PIB en 2025. Aussi recommande-t-il pour l'année 2025 :

- la prise de dispositions spécifiques pour garantir le respect de l'objectif du solde budgétaire fixé à -3% du PIB ;
- la préparation des lois de finances dans les délais réglementaires nonobstant le contexte particulier lié à l'organisation de l'élection présidentielle ;
- la poursuite de la sensibilisation des acteurs de la dépense à la non constitution de passifs.

Pour ce faire, il a invité la DGBF à faire preuve davantage de rigueur dans la gestion budgétaire et à assurer une bonne maîtrise de la chaîne de la dépense.

Enfin, le Ministre des Finances et du Budget a invité les participants au séminaire à formuler des recommandations fortes et pertinentes, en vue d'une gestion budgétaire 2025 plus performante.

C'est sur ces mots et en souhaitant un plein succès aux travaux, que Monsieur le Ministre a déclaré ouvert le séminaire bilan 2024 et perspectives 2025 de la Direction Générale du Budget et des Finances.

## II. COMMUNICATIONS

Les communications qui ont meublé les deux (02) jours de travaux ont porté sur des présentations et des échanges relatifs d'une part, au bilan des activités 2024 et les perspectives pour l'année 2025 et, d'autre part, à quatre (4) thématiques spécifiques.

### II.1. Présentation du bilan des activités 2024 et des perspectives 2025 de la DGBF

Monsieur **Yaya DIOMANDE**, Directeur Général Adjoint du Budget et des Finances, a assuré la modération de cette première communication présentée par Monsieur **ADOPO Fiacre**, Directeur des Politiques et Synthèses Budgétaires (DPSB).

Cette présentation a porté d'une part, sur le bilan de la mise en œuvre des activités du Plan d'Actions Stratégiques (PAS) et du Programme d'Activités (PA) de la DGBF au titre de l'année 2024 et, d'autre part, sur les projets de PAS et de PA pour l'année 2025 par axes stratégiques.

Il est ressorti de l'intervention de Monsieur **ADOPO Fiacre**, que la totalité des vingt-trois (23) projets retenus dans le PAS 2024 ont été réalisés.

Concernant le PA 2024, vingt-six (26) activités étaient programmées dont deux (02) avaient été reportées. Au terme de l'exercice 2024, vingt-trois (23) activités sur les vingt-quatre (24) inscrites ont été entièrement réalisées.

**Au total, le taux de réalisation du PAS 2024 est ressorti à 100% à l'instar des cinq précédentes années et celui du PA 2024 s'est établi à 95,8% contre 90,9% en 2023.** Ces résultats ont été obtenus grâce, notamment, au dispositif de suivi mis en place par le Directeur Général du Budget et des Finances.

Le Directeur des Politiques et Synthèses Budgétaires a, par la suite, présenté le PAS et le PA pour l'année 2025. Il a indiqué que le PAS 2025 est constitué de 26 projets déclinés en 67 actions. Quant au PA 2025, il comprend 32 projets déclinés en 104 actions.

Les échanges qui ont suivi cette présentation ont porté essentiellement sur :

**- Au titre de l'année 2024 :**

- l'extension du SIGOBE aux RNE et aux EPN qui a permis d'enregistrer de bons taux d'exécution de leur budget ;
- la finalisation des travaux de construction du bâtiment annexe de la Tour F de la cité Financière dont l'inauguration est prévue pour le courant de l'année 2025 ;
- la mise en place satisfaisante des cadres de performance au niveau de 34 Comptes Spéciaux du Trésor ;
- la mise à disposition à temps et en totalité des ressources aux Collectivités Territoriales ;
- la réalisation des campagnes annuelles de vulgarisation du budget citoyen qui a permis une amélioration de la connaissance du budget par la population.

**- Au titre de l'année 2025**

- le défi lié au respect du solde budgétaire fixé à 3% dans un contexte électoral. Pour ce faire, la DGBF doit sensibiliser les acteurs à la discipline budgétaire. La priorité sera accordée aux dépenses liées à la sécurité et à l'organisation de l'élection présidentielle ;
- le défi lié au respect du calendrier d'élaboration du budget 2026 en année électorale, le projet de budget devant être disponible avant le 20 octobre 2025 ;
- l'évaluation des Contrôleurs Budgétaires au titre de l'année 2025 qui permettra d'apprécier leur travail et de récompenser les meilleurs ;
- l'élaboration du premier budget vert devant être annexé à la loi de finances 2026 ;
- la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire au plus tard le 17 juin 2025, pour tenir compte des nouvelles dispositions constitutionnelles relatives au calendrier des sessions parlementaires ;
- la célébration des 10 années d'existence de la CELIOPE qui permettra de faire le bilan de la mise en œuvre de ses activités et de renforcer son plan de communication ;
- la poursuite du processus de Certification Globale de la DGBF qui devrait s'achever cette année 2025 ;

- l'harmonisation des délais de production et de transmission des outils de gestion du programme « budget », notamment les Lettres d'engagement opérationnel, le rapport semestriel, le rapport annuel de performance, avec les délais fixés pour leur soumission au niveau ministériel.

La présentation du bilan des activités 2024 et des perspectives 2025 a été suivie de l'exposé de quatre (04) thématiques spécifiques.

## **II.2. Présentation des thématiques spécifiques**

Les thématiques spécifiques suivantes ont fait l'objet de présentations suivies d'échanges.

### **II.2.1. Thématique 1 : Bilan de la préparation du budget 2025 et perspectives**

Monsieur **Ali SISSOKO**, Directeur Général Adjoint du Budget et des Finances a assuré la modération de la présentation de cette thématique qui a été traitée en deux (02) sous-thèmes.

#### **II.2.1.1. Sous-thème 1 : Elaboration du cadrage budgétaire et du DPBEP 2025-2027 : Bilan et perspectives**

Ce sous thème a été présenté par Monsieur **ADOPO Fiacre**, Directeur des Politiques et Synthèses Budgétaires (DPSB). Cette communication a permis d'une part, de faire le point de l'élaboration du cadrage budgétaire 2025 et du Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuel (DPBEP) 2025-2027 et d'autre part d'en définir les perspectives.

Ainsi, il ressort de cette présentation que le cadrage budgétaire 2025, composé des grandes masses de dépenses et de ressources prend en compte les priorités du Gouvernement. Il a été élaboré sur la base des hypothèses et des principales orientations de la politique budgétaire en 2025. Il s'équilibre en ressources et en charges à 15 339,2 milliards de FCFA avec une évolution de 11,8% par rapport à 2024.

Quant au DPBEP, il a été élaboré sur la base des hypothèses économiques et de l'évolution des grandes catégories de recettes et des dépenses budgétaires. Son élaboration a été soumise à des contraintes telles que les difficultés de collecte des données et informations sollicitées auprès de certaines structures, ainsi que la non disponibilité du PND 2026-2030. Il a servi au Débat d'Orientation Budgétaire le 25 juin 2024 à l'Assemblée Nationale et le 27 juin 2024 au Sénat.

En termes de perspectives, le DPSB a indiqué certaines mesures prises pour faciliter l'élaboration du cadrage budgétaire et du DPBEP au titre du budget 2026. Il s'agit notamment de la signature le 8 janvier 2025 de l'instruction fixant le calendrier de l'élaboration du budget de l'Etat au titre de l'exercice 2026, de l'envoi diligent des courriers de demande d'informations pour l'élaboration du cadrage budgétaire 2026 et de la prise de dispositions pour s'assurer de la prise en compte des conclusions de la mission du FMI prévue courant mars-avril 2025.

#### **II.2.1.2. Sous-thème 2 : Détermination des enveloppes budgétaires, tenue des conférences budgétaires : Bilan et perspectives**

Ce sous thème a été présenté par Monsieur **GUIRI Anicet Pacôme**, Directeur du Budget de l'Etat (DBE).

Dans son exposé, il a d'abord présenté le contexte de l'élaboration du budget 2025 marqué par un environnement économique international et national relativement stable.

Il a ensuite fait le point de la détermination des enveloppes budgétaires en mettant en exergue la méthodologie utilisée, les résultats obtenus et les difficultés rencontrées. Ainsi, les enveloppes budgétaires 2025, composées des opérations ciblées et des opérations non ciblées, ont été globalement arrêtées à 3 088,3 milliards dont 1 519,06 milliards de dépenses ordinaires et 1 569,2 milliards de dépenses d'investissement.

Enfin, le DBE a fait le bilan de la tenue des conférences budgétaires 2024 qui se sont déroulées du 29 juillet au 19 août 2024, à l'hôtel Radisson Blu d'Abidjan en relevant les résultats obtenus, les contraintes et les perspectives pour les années à venir.

Afin d'améliorer l'élaboration du budget de l'année 2026, le DBE a fait les propositions suivantes : (i) la transmission à la DGBF par les Institutions et Ministères, dans les délais impartis, des données relatives aux opérations prioritaires du Gouvernement (dépenses non ventilables), (ii) la présidence des conférences internes des ministères par les cabinets ministériels à l'effet de prendre en compte leurs besoins prioritaires, (iii) la participation aux conférences de programmation organisées par la Direction de la Programmation des Investissements Publics en vue de faire inscrire les projets au Programme d'Investissements Publics ; (iv) le renforcement de la discipline budgétaire par le respect des orientations de la lettre de cadrage du Premier Ministre, Chef du Gouvernement,.

A la suite des deux présentations de cette thématique, les échanges ont permis d'insister sur certains points à savoir :

- la nécessité de la mise à disposition par les Cabinets du Premier Ministre et de la Vice-Présidence des priorités du Gouvernement à prendre en compte dans le budget 2026 avant la finalisation des enveloppes budgétaires ;
- les objectifs des conférences budgétaires qui visent à analyser les bonnes répartitions des enveloppes notifiées par la lettre de cadrage du Premier Ministre, vérifier l'exactitude des imputations budgétaires et s'assurer de la prise en compte des engagements du Gouvernement ;
- le respect de la nomenclature budgétaire et de la dotation de l'ensemble des services;
- la poursuite des rencontres entre la DBE et les structures techniques en vue d'identifier les actions prioritaires de l'Etat à intégrer dans le cadrage budgétaire ;

### **II.2.3. Thématique 2 : Processus de mise en œuvre de la Comptabilité des Matières : Bilan et perspectives**

La modération de cette thématique a été assurée par Monsieur **Yaya DIOMANDE**, Directeur Général Adjoint du Budget et des Finances.

Cette communication a été faite par Monsieur **KONE Bassidi**, Directeur des Dépenses Centralisées de l'Etat et de la Comptabilité des Matières (DDCM). Elle a été l'occasion de présenter les généralités sur la comptabilité des matières notamment la définition, les enjeux, la typologie des matières, le champ d'application ainsi que les différents acteurs.

Il a, en outre, fait le bilan du processus de mise en œuvre de la Comptabilité des Matières, en mettant en exergue les textes pris à ce jour, le cadre de pilotage mis en place et les documents stratégiques et opérationnels élaborés. Il a également indiqué qu'à ce jour, seulement 62 gestionnaires du patrimoine ont été nommés sur un total de 172, soit un taux de nomination de 36% qui induit une lenteur dans la nomination des Gestionnaires du Patrimoine.

Le DDCM a par ailleurs indiqué que les formations ont été faites à l'endroit des gestionnaires de crédits de 5 ministères pilotes ainsi que les Gestionnaires du Patrimoine et leurs Assistants. Il a également fait référence au Système Intégré de Gestion de la Comptabilité des Matières (SIGESCOM) dont le module « Entrée des Biens » a été développé et le module « Suivi des Biens » est en cours de développement.

Pour finir, Monsieur **KONE Bassidi** a présenté les perspectives pour une mise en œuvre adéquate de la comptabilité des matières au sein des structures de l'Etat. Ainsi, il est attendu :

- l'évaluation du Document d'Actions Stratégiques de mise en œuvre de la Comptabilité des Matières (DASCOM) 2022-2025 et l'élaboration du plan d'actions stratégiques de la mise en œuvre de la comptabilité des matières sur la période 2026-2028 ;
- la formation des Gestionnaires de Crédits des 5 ministères pilotes et le démarrage de l'utilisation du module « Entrée des Biens » du SIGESCOM ;
- l'actualisation et la validation des projets d'arrêtés ;
- la poursuite de la formation et la sensibilisation des gestionnaires de patrimoines et des gestionnaires de crédits de 10 ministères sur la mise en œuvre de la comptabilité des matières.

Les échanges ont porté sur :

- le retard constaté dans la désignation des gestionnaires du patrimoine ;
- la prise de l'arrêté fixant le seuil de patrimonialisation en vue de faciliter la mise en œuvre du bilan d'ouverture ;
- le rôle des Directeurs Régionaux du Budget et des Finances dans le processus de mise en œuvre de la comptabilité des matières qui, n'étant pas des acteurs directs, pourraient être consultés pour certaines opérations.

#### **II.2.4. Thématique 3 : Système de contrôle interne à la DGBF : Acquis et perspectives**

Monsieur **Ali SISSOKO**, Directeur Général Adjoint du Budget et des Finances, a assuré la modération de cette communication.

Cette thématique a été présentée par Monsieur **TCHIMOU Konan Dominique**, Directeur de la Réglementation et de la Modernisation de la Gestion Budgétaire (DRMGB). Dans son exposé, il a rappelé le contexte de l'implémentation et défini la notion et les objectifs du contrôle interne. Il a souligné que le contrôle interne est décomposé par le référentiel COSO 2013 en cinq (05) composantes essentielles, dix-sept (17) principes et quatre-vingt-sept (87) points d'attention. La suite de son intervention a permis de présenter les acquis enregistrés dans la mise en œuvre du contrôle interne relativement au cadre législatif et réglementaire, aux organes mis en place et aux outils existants. Il a poursuivi son exposé par la présentation de la stratégie de mise en œuvre du contrôle interne à la DGBF en guise de perspective.

Pour conclure, le DRMGB a présenté quelques conditions de réussite du projet, notamment l'adhésion et l'implication de tout le personnel de la DGBF ainsi que la nécessité pour la DGBF de s'inscrire dans une trajectoire d'amélioration continue du dispositif.

Au terme de la présentation de cette thématique, les échanges ont principalement porté sur la création d'un service à la DRMGB chargé du contrôle interne.

## **II.2.5. Thématique 4 : Mise en œuvre du Système de Management de la Qualité (SMQ) : Bilan et perspectives**

Monsieur **M. N'GOUMISSA Koffi Claude François**, Inspecteur Auditeur Général, a assuré la modération de cette communication.

Cette thématique a été présentée par Monsieur **TCHIMOU Konan Dominique**. Elle a consisté à faire le bilan du processus de certification globale multisite de la DGBF à travers la présentation du contexte, le rappel des étapes et la présentation des acquis de 2022 à 2024. Elle a également permis de définir les perspectives pour l'année 2025.

Dans son intervention, le Directeur de la Réglementation et de la Modernisation de la Gestion Budgétaire a indiqué que le projet de certification multisite de la DGBF à la norme ISO 9001 version 2015 est établi en huit (8) étapes pour une durée de 3 ans. A ce jour, les 7 premières étapes ont été entièrement réalisées.

L'étape relative à la « réalisation de l'audit de certification » sera réalisée en 2025.

A la suite de cette présentation, les échanges ont porté sur :

- la mise à disposition des Directeurs Régionaux du Budget et des Finances (DRBF) du rapport d'audit effectué en leur sein, du plan d'amélioration et de la fiche de suivi du plan d'amélioration ;
- les critères de choix des 6 DRBF retenus dans le cadre de l'audit de certification sur les 24 existants ;
- les dispositions à prendre par les structures auditées dans le cadre de l'audit de certification. Pour ce faire, une plus grande vulgarisation du plan d'audit sera faite pour permettre à tous les acteurs de se l'approprier, en vue d'une bonne préparation de l'audit de certification ;
- la nécessité de mobiliser tous les agents de la DGBF en vue de la mise en œuvre du plan d'audit dans la perspective de la certification effective en 2025.

### **III. RECOMMANDATIONS**

Les principales recommandations ont été les suivantes :

#### **Au titre du bilan des activités 2024 et perspectives 2025**

1. préparer dans les délais constitutionnels, le projet de loi de finances portant budget de l'Etat pour l'année 2026 ;
2. préparer dans les délais constitutionnels, le projet de loi de règlement 2024 ;
3. poursuivre le suivi régulier de l'évolution de l'exécution budgétaire afin de garantir le respect de l'objectif de déficit budgétaire fixé à 3% du PIB pour l'exercice 2025 ;
4. renforcer le suivi de l'exécution des crédits budgétaires des Représentations Nationales à l'Etranger (RNE) et des Etablissements Publics Nationaux à travers le Système Intégré de Gestion des Opérations Budgétaires de l'Etat ;
5. élaborer et rendre disponible au plus tard le 20 mai 2025, le projet de Document de Programmation Budgétaire Economique Pluriannuelle 2026-2028, afin de permettre la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire au Parlement au plus tard le 17 juin 2025 ;
6. encadrer les ministères dans la production de leurs Rapports Annuels de Performance 2024 et produire le Rapport Général sur la Performance pour l'année 2024.

#### **Au titre du bilan de la préparation du budget 2025 et des perspectives pour le budget 2026**

7. poursuivre les rencontres avec les structures techniques en vue de déterminer les actions prioritaires à prendre en compte dans le cadre de la détermination des enveloppes budgétaires ;
8. poursuivre les renforcements des capacités sur le budget-programmes et le processus d'élaboration du budget de l'Etat.

### **Au titre du processus de mise en œuvre de la Comptabilité des Matières :**

9. Soumettre une Communication en Conseil des Ministres pour sensibiliser l'ensemble des membres du Gouvernement sur la nécessité de nommer les gestionnaires de patrimoine ;
10. Prendre en compte les gestionnaires de patrimoine nommés par décision au niveau des EPN au regard du décret n°2021-677 du 03 novembre 2021 portant régime financier et comptable des EPN.

### **Au titre des acquis et perspectives du système de contrôle interne à la DGBF**

11. Créer un service à la DRMGB chargé de la mise en œuvre du contrôle interne au sein de la DGBF.

### **Au titre du bilan et des perspectives de la mise en œuvre du Système de Management de la Qualité**

12. Sensibiliser et mobiliser tous les agents de la DGBF en vue de la mise en œuvre du plan d'audit dans la perspective de la certification effective en 2025.

Telle est l'économie des travaux du séminaire bilan 2024 et perspectives 2025 de la DGBF.

**Fait à Yamoussoukro, le 15 février 2025**

**Le Séminaire**